

Ainsi, c'est par l'élucidation progressive des mécanismes de l'économie féodale selon un processus d'abstraction et de généralisations croissantes que l'on parviendra à une vision globale du système. Et c'est à ce prix seulement que l'on comprendra par quelles subtiles médiations la lutte des classes joue un rôle moteur dans le développement des sociétés féodales.

En d'autres termes, pour échapper à l'économisme, il convient non pas de faire moins d'économie, mais d'en faire davantage. La fuite dans la politique ne résoud rien ; elle permet, au contraire, aux déterminismes économiques démographiques d'occuper le terrain sans partage.

Une remarque encore : la démarche que j'oppose à celle de R. Brenner me conduit à intégrer certains des éléments de l'analyse malthusienne, telle la notion de circuits populations/ressources. Cela peut rendre les lignes de démarcation plus difficiles à cerner ; cela peut même - quand la volonté polémique prend le dessus - prêter le flanc au reproche du néo-malthusianisme. Peu importe, car on s'apercevra, tôt ou tard, que l'intégration de ces éléments dans un modèle global, dépouillé de tout déterminisme démographique, prive ces éléments de leur charge idéologique (malthusienne) antérieure.

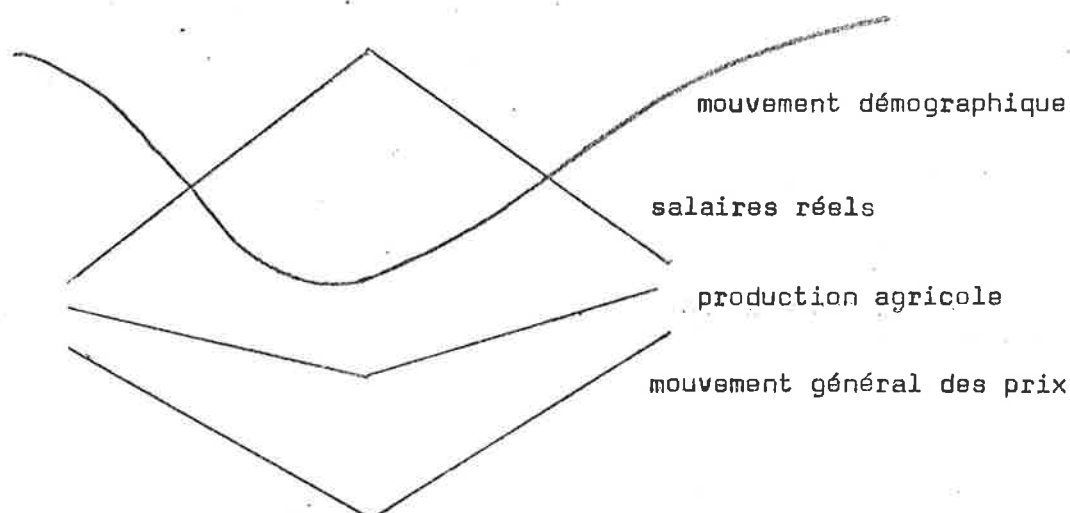
*.
* *

Telles sont les quelques remarques que me suggère l'article de R. Brenner. Son grand mérite est de susciter le débat et d'affronter bon nombre d'idée reçue. Par là même, il appelait des réponses franches ; je devais donc lui dire qu'au delà de quelques convergences, un gouffre méthodologique nous sépare. Le problème dépasse, et de beaucoup, le sujet traité dans son article.

III. DISCUSSION SUR LES RAPPORTS DE A. GUERREAU ET G. BOIS

E. LEROY-LADURIE

Je voudrais préciser que je ne cherche pas à expliquer des variables comme l'Etat, ou le servage, mais plutôt que je me suis intéressé à certains segments de l'histoire rurale française. Aussi ces explications ne sont-elles applicables qu'à certaines régions : peut-être le sont-elles assez peu à l'Angleterre. Si l'on prend donc la période 1290-1720, j'ai conçu un modèle à moyenne portée, qui ne s'intéresse pas qu'à la démographie mais à beaucoup d'autres choses, prix, rapports sociaux etc...



Ce schéma montre que sur la longue durée la population est stable, mais avec une formidable flexion : ce qui est pour moi intéressant, c'est précisément la flexure d'un écomodèle comme celui-là. Je me sens d'accord là-dessus, pour l'essentiel, avec Postan, comme avec Abel (qui, moins lu parce qu'il écrit en allemand, est pourtant notre maître à tous), et comme avec Guy Bois, quoi qu'il en dise. Cet écomodèle permet d'expliquer les mouvements des salaires réels, le mouvement général des prix, celui des prix agricoles comme celui des prix industriels, l'évolution de la production agricole : il me paraît d'une richesse extrême. Et il ne me paraît pas que Brenner, avec ses critiques politiques mette à mal ce modèle. Ceci dit, j'admire beaucoup son érudition qui lui permet une perspective comparative intéressante.

Pour en venir à deux points plus précis : le servage, dont il est beaucoup question dans l'article n'était pas mon sujet, mais je pense que l'essor de la population en France l'a modifié en stimulant la montée de la rente foncière. Quant à l'Etat, il s'intègre parfaitement au modèle : toutefois, il a eu une évolution indépendante.

Je ne vois donc dans l'article de Brenner, aucune raison de renoncer à mon modèle. De surcroît, le chauvinisme anglo-saxon de Brenner est incroyable : il ignore totalement les performances de l'économie flamande par exemple, sans même aller jusqu'à celles de l'agriculture chinoise.

Un mot enfin à propos de Chayanov : les marxistes ne se sont guère donnés la peine de discuter avec lui, ils ont préféré l'envoyer au goulag, où il est mort.

J. CL. PERROT

Je voudrais faire deux remarques sur les exposés préliminaires. Dans l'exposé consacré à l'aspect épistémologique (A. Guerreau), on a opposé systématiquement description et explication : n'est-on pas là au bord de l'empirisme ? D'autre part, quelle place Guy Bois accorde-t-il exactement à la productivité du travail ? Il me semble qu'elle remplace, dans son système, et presque terme à terme l'explication démographique. Ce concept de productivité du travail est-il un commencement absolu, ou ne nous ramène-t-il pas, sous une autre forme, au même problème ?

M. VENARD

Sur ce même point, ce n'est pas tant la question de l'accroissement de la productivité du travail qui me paraît compter, mais plutôt l'introduction de modes de travail supplémentaires qui s'avèrent productifs. Car dans ces sociétés anciennes, le sous-emploi est latent, il ne s'agit donc pas tant de faire produire plus à ceux qui produisent déjà que de mettre au travail les gens qui sont là à ne rien faire : lorsque les laboureurs de la région parisienne ont accru le nombre des passages de charrue, ils ont fait un pas dans le sens du développement économique.

G. BOIS

J'ai le sentiment que vous compliquez là un problème relativement simple. Depuis le XI^e siècle, nous sommes dans une société à dominante agraire, travaillant avec un outillage à peu près stable jusqu'au XVIII^e siècle. Il n'y a donc pas d'autre possibilité de croissance que la croissance extensive. Or, il ne peut pas y avoir croissance de la surface travaillée sans que se manifeste du même coup une tendance à la baisse du rendement (détérioration des conditions d'élevage, morcellement des terres). Au contraire dans le secteur artisanal, les choses seraient différentes : la présence d'un nouveau cordonnier n'affecte pas la productivité du travail de la cordonnerie.

J. CL. PERROT

Je suis assez d'accord sur la productivité du travail. Mais alors, si cet espèce de gonflement et de dégonflement alternatif de la surface cultivée modifie la productivité, ne revient-on pas par la bande à l'explication pandémographique ? Cette productivité du travail dont tu fais le point de triage des concepts n'est qu'un effet induit du mouvement démographique !

M. VENARD

Pas d'accord sur les présupposés de Guy Bois ! Tu poses d'abord la stabilité des techniques agricoles parce que l'outillage est, en gros, resté le même : mais avec un même outillage, on peut faire des choses bien différentes.

P. VILAR

Chacun n'est-il pas en train de généraliser ce qu'il a observé sur son propre terrain de recherche ?

M. AYMARD

Le début de l'article de Brenner - la partie critique - , par sa qualité, tranche nettement avec la seconde partie, qui ne fait que répéter les poncifs les plus traditionnels sur l'opposition entre la France et l'Angleterre pour conclure sur un primat du politique, et ignorer systématiquement le reste de l'Europe. Cuerreau et Bois ont déjà relevé deux grands absents, Kula et Polonyi. J'en ajouterai pour ma part un troisième, I. Wallerstein, exécuté sur un point mineur au détour d'une note. Même discutable, le modèle proposé par Wallerstein a le mérite fondamental de rendre compte des oppositions régionales et de fournir un système d'explication mondial : dès la fin du XV^{ème} siècle, l'économie-monde est dominée et animée par un centre capitaliste.

Pour la productivité du travail, il faudrait se délivrer d'un modèle trop simple qui ne vaut que pour la région céréalière de l'Europe du Nord-Ouest. D'autres processus de développement agricole sont en effet possibles et historiquement attestés : tous les progrès de l'agriculture d'Italie du Nord à l'époque moderne (plantation, bêchages profonds, drainage et irrigation) sont payés par un énorme investissement de travail paysan, et impliquent une baisse de la productivité du travail horaire. Mais on oublie trop souvent que les économies agricoles anciennes souffrent du sous-emploi de la force de travail autant que de celui de la terre : que vaut une productivité du travail élevée, si on ne travaille que cinquante ou cent jours par an ?

G. BOIS

C'est pourquoi il faudrait parler de propriété globale.

J. REVEL

La variable démographique intervient donc !

N. KEDDIE

Les critiques qui viennent d'être faites à Brenner ne tiennent pas compte du fait qu'il a publié récemment dans la New Left Review une critique du marxisme neo-smithien, qui vise justement Sweezy, Gundar Franck et Wallerstein.

Je suis par ailleurs d'accord avec une grande partie de ce qu'a dit Maurice Aymard. On peut ajouter que Marx a dit quelque part que la lutte des classes est un phénomène dérivé, qui provient de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production. Or, Brenner, lui, prend la lutte des classes pour un phénomène primaire.

J. L. BILLORET

Il est intéressant pour un économiste d'assister à la brusque ouverture, en histoire médiévale, d'un débat auquel il est familier dans sa discipline. Depuis trois décades environ, l'école post-keynésienne des économistes de Cambridge (Angleterre); qui se veut d'inspiration marxiste, cherche à établir dans la théorie économique :

1) la place centrale du phénomène de répartition,

2) la détermination de cette répartition par le jeu direct des classes sociales (celles-ci constitueraient le "phénomène primaire", selon l'expression de Keddie). L'école de Cambridge a développé cette argumentation à l'encontre de la théorie de la répartition la plus évoluée, celle qui présente la rémunération des "facteurs de production" comme l'expression, la résultante de leur contribution "à la marge" au produit global. Ainsi, paradoxalement, l'école de Cambridge économiste se trouve (sans le savoir semble-t-il) directement opposée à l'école de Cambridge médiéviste ! Sans doute, cette argumentation sur les classes sociales a un aspect de pure technique économique, permettant de "fermer", de rendre cohérent, un édifice complexe. Il reste néanmoins une orientation de recherche qui, jusqu'ici, n'a donné aucun résultat concluant. On peut craindre qu'il n'en soit de même des efforts de Brenner.

En revanche, la théorie de la répartition à la productivité marginale contre laquelle s'est dressée l'école de Cambridge et la quasi-unanimité des économistes "marxistes" (voir par exemple Carlo Benetti, Valeur et Répartition,

PUG, p.31 sq.) semble rendre compte d'une manière rigoureuse des grands mouvements d'évolution de la rente foncière, des salaires réels... et se trouver, de fait, soutenue par Guy Bois.

Ainsi, la pression démographique face à des terres en quantité limitée, avec des techniques à peu près constantes, provoque un abaissement de la productivité marginale du travail dans l'agriculture : la contribution de chaque nouveau travailleur au produit total est de plus en plus faible. En opposition la productivité marginale de la terre s'élève puisque l'addition ou la soustraction d'une pièce de terre à une exploitation aux travailleurs en surnombre est désormais de nature à faire varier considérablement le produit de celle-ci. La forte hausse de la rente et la forte baisse des revenus du travail sont des conséquences directes de l'application de cette théorie à de telles circonstances.

Inversement, la détente démographique fait monter la productivité marginale du travail et contracte celle de la terre. A la limite, la productivité marginale de cette dernière devient nulle lorsque la dépression démographique est telle que la disposition de terres supplémentaires n'a aucun effet sur le produit du travail. Baisse de la rente, hausse des revenus réels du travail sont directement prévisibles.

En cas de pression démographique, le manque de disponibilité en produits agricoles, la hausse de leur coût de production du fait de l'affaiblissement de la productivité, expliquent aisément la hausse des prix agricoles et la détérioration des revenus "industriels" réels (notamment des salaires). Il en va inversement en cas de détente démographique.

Nous sommes ainsi amenés à deux remarques :

1) Les lois économiques traditionnelles semblent s'appliquer avec une toute particulière rigueur dans les phases médiévales : si comme le disait J. B. Clark, le "principe de productivité finale" est "un de ces principes universels qui régissent la vie économique à tous les stades de son évolution"... en voilà une illustration ! Si on en rapproche la démonstration par John Day sur la pertinence de la "théorie quantitative" pour rendre compte de l'évolution à long terme du niveau général des prix, c'en est une autre illustration.

2) Ce débat me rappelle les analyses de Georges d'Avenel qui, à ma connaissance fut le premier à dégager ces grandes fluctuations des prix, salaires, rentes, et à les rattacher aux mouvements démographiques (il cite bien entendu Malthus). Prenons au hasard : "Durant la guerre de Cent Ans, dans ce temps où la vie humaine, si peu respectée, valait si peu de chose, les bras de l'homme valaient beaucoup... Dépossédé au XVI^e siècle, par la crue de la population, du bien-être matériel dont il avait joui au Moyen Age, le paysan français ne le recouvrera plus de nos jours..." "... La machine gouvernementale, la "politique" était-elle donc responsable ? Non, certes, mais elle n'avait aucun moyen de lutter contre une force omnipotente devant qui les combinaisons des potentats ou des parlements ne sont que poussière. Les salaires avaient obéi à la loi économique : l'accroissement de la population avait réduit le prix du travail et haussé le prix de la terre" (Découvertes d'Histoire Sociale 1200-1910, pages 206 à 209).

Il est difficile de croire qu'Abel ou Postan n'aient pas été inspirés par les résultats, trop peu précis sans doute, mais néanmoins surprenants obtenus par d'Avenel ; mais ont-ils renouvelé sa vision fondamentale ?

E. LEROY-LADURIE

Sur le concept de productivité de Guy Bois, il faut tout de même dire que l'oscillation des salaires est liée à la démographie. Aux bas salaires réels de 1340, correspondent des hommes nombreux sur des terres rares ; aux hauts salaires réels de 1420 correspondent des hommes rares sur des bonnes terres nombreuses ; et aux bas salaires de 1560 correspondent enfin des hommes nombreux sur de rares bonnes terres. Ces notions de rareté et de nombre ne sont pas absolues et doivent être considérées les unes par rapport aux autres.

P. VILAR

Toutes les questions abordées ici m'ont paru importantes. Il y a d'abord, implicitement, une critique de ce que j'appellerai, en parodiant Samuelson, la

modèle perroquet : Samuelson aime à dire que pour faire d'un perroquet un économiste il suffit de lui apprendre les deux mots offre et demande. Et l'on peut facilement faire un perroquet marxiste avec l'expression lutte des classes... Le modèle de Postan, en éliminant le psychologique et le social, est un modèle "économiste". Mais certains marxistes, à force de parler des rapports de production, en viennent à négliger les formes de production, c'est-à-dire les hommes, la terre, la technologie. Là où le modèle marxiste ne peut en tous cas être d'accord avec le modèle "économiste", c'est sur le problème des échanges : car il y a des secteurs où les échanges ne sont déterminants ; et en fait, le modèle le plus caractéristique que l'on observe dans les campagnes médiévales est précisément un modèle de ce type.

Autre problème, celui des rapports entre fait et droit : on m'a fait parfois dire que dans le monde capitaliste ce qui compte c'est la réalité économique, tandis que dans le monde féodal ce sont les réalités juridiques. Cela est faux : enlevez donc la gendarmerie et vous verrez si le capitalisme fonctionne ! Inversement, dans le système féodal, le paysan ne peut donner plus qu'il ne produit : ici réintervient donc la conjoncture, comme dans le capitalisme l'appareil d'Etat. La phrase de Postan que Brenner cite à la page 38 est inadmissible, et Brenner a raison de l'attaquer (quoique la phrase ne résume pas tout Postan !) Quant à moi, je reste fidèle à la notion de conjoncture mais elle ne doit pas servir à évacuer les crises courtes, qui sont de plus en plus passées sous silence aujourd'hui, et qui secouent pourtant les structures qui réagissent de manières diverses.

La vieille opposition entre France et Angleterre est une structure comparative intéressante, mais Brenner ne nous instruit guère en menant sa comparaison. Par ailleurs, je n'arrive pas à comprendre cette volonté de hiérarchiser les causes, de distinguer une cause première, une cause seconde. Tous les phénomènes sont interactifs : il ne faut pas trancher sur un événement, mais sur un ensemble. Par exemple, il me semble que la peste a plutôt été le produit d'une fatigue générale du système que l'effet d'un microbe, comme le dit simplement Emmanuel Leroy-Ladurie ; elle prend le relais des famines qui l'ont précédée. De même, il faut toujours rester attentif aux cas, que chacun a tendance à généraliser, et à la chronologie. Ainsi Brenner me fait l'honneur de me citer à propos de la Catalogne, en prétendant que c'est aux XIV^e et XV^e siècles, pendant la crise, que les seigneurs ont essayé d'écraser les paysans. Or j'ai dit le contraire ! C'est pendant le XIII^e siècle que le paysan catalan a été "écrasé". Au contraire, au XIV^e siècle, il a une position politiquement et économiquement forte, et la lutte des classes devient alors une véritable guerre de Cent Ans, à la faveur de l'effondrement du système. Mais c'est avant la crise que le système féodal s'est montré écrasant, pas au XIV^e siècle, où la lutte paysanne devient efficace.

Emmanuel Leroy-Ladurie s'en tire en donnant d'autres noms, comme "flexure de l'éco-système" à ces phénomènes. Revenons-donc au vieux vocabulaire. Tout système entre en crise dès son installation : la transition du féodalisme au capitalisme dure quatre siècles, et elle n'est pas encore achevée aujourd'hui dans bien des parties du monde ! Il faut tenir compte de la lenteur du processus, et procéder par étude de cas, en respectant les cadres régionaux, ou au moins les cadres nationaux, sur ce point je ne suis pas d'accord avec Alain Guerreau : au contraire Brenner a (p. 52) de très bons passages sur la spécificité historique.

D'ailleurs l'article contient évidemment bien des indications intéressantes. Il présente bien l'Est européen comme modèle colonial et comme modèle de sous-développement, avec ses exportations de matières premières. Et il a raison aussi de comparer la Catalogne et l'Angleterre : d'ailleurs l'on a déjà au XVIII^e siècle appelé la Catalogne, la "petite Angleterre", bien que le fermage s'y soit généralisé dans le cadre de la petite propriété, et non dans celui de la grande propriété. Aujourd'hui encore, la Catalogne n'a que 8 % de sa population active dans l'agriculture, ce qui la met au même niveau que les Etats-Unis...

Le travail de l'historien, en fin de compte, c'est de penser des ensembles. C'est aussi de les appliquer à des cas, et non pas de généraliser à partir des cas. S'il y a beaucoup de choses à tirer de l'article Brenner, il me semble aussi que l'on a bien fait aujourd'hui de conclure qu'il est d'un intérêt limité au niveau des conclusions...

G. BOIS

Je voudrais poser une question à Pierre Vilar. Brenner tente d'élaborer un modèle socio-économique du monde féodal. Que pensez-vous de la légitimité de l'édification d'un tel modèle ?

P. VILAR

Je suis bien d'accord sur le fait qu'un tel modèle est nécessaire. Mais la grosse difficulté, c'est qu'il faut trouver le pays où le système féodal apparaîtrait comme le plus proche possible de son modèle général. Quoiqu'il le reconnaisse, cela reste la plus grosse reproche que l'on doit faire à Witold Kula : il utilise uniquement la Pologne et son modèle ne peut avoir de valeur générale. Il a fait un modèle d'un cas, ce qui est un peu contradictoire...

M. GODELIER

Plusieurs fois, j'ai cru voir poindre, quand Guy Bois et Pierre Vilar sont intervenus, l'idée que l'économie se laisserait appréhender avant tout à travers les échanges et donc que l'économie serait une sorte de domaine relativement séparé du reste des rapports sociaux. Pour moi qui travaille sur des sociétés où l'on ne peut justement saisir l'économie qu'en dehors des échanges marchands, ce prisme occidental paraît bien dangereux !

P. VILAR

C'est à propos de Brenner que j'ai dit cela. S'il existe des indices de prix, de salaire, c'est donc qu'il y a des échanges. Mais il reste à se demander si toutes ces courbes sont de bons indicateurs, car tout dépend en réalité de l'importance des échanges !

M. GODELIER

Sur ce point tout à fait d'accord. Mais si je dis cela, c'est qu'il existe des gens (comme Laurence Krader, par exemple) qui soutiennent la théorie : pas d'économie s'il n'y a pas d'échanges ! Et un homme comme Louis Dumont ne consacre dans son Homo Hierarchicus que deux pages aux aspects économiques de la société hindoue parce qu'il réduit ces aspects au rôle du commerce et des marchands.

P. VILAR

Et pourquoi si peu ? C'est une des contradictions que j'ai moi-même remarquées, avec ce système figé qui est pourtant mis en cause au XIX^e siècle sans que l'on se demande pourquoi.

M. GODELIER

Mais c'est que l'auteur n'entend par "économie" que les échanges de type marchand. Or, le rapport entre les castes est précisément la forme même des rapports de production dans ces conditions ont finit par créer une polémique sans issue sur l'importance ou le rôle mineur de l'économie dans la société hindoue, et une réfutation du marxisme à bon compte et en dehors du sujet.

P. VILAR

Il est certain que le concept même d'économie n'existe pas dans ces sociétés. Dans les montagnes catalanes, jusqu'à une époque récente les gens étaient incapables de dire si quelqu'un était propriétaire de sa terre ou autre chose. Ce n'est pas le concept d'"économie" qui nous donnera la clé de la transition ! C'est le rapport des hommes à la production, qui est plus vaste.